

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200907]

**31 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives au régime des congés des agents des Services du Gouvernement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 2 et § 3, modifiés par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mars 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2012;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 11 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 18 janvier 2013;

Vu le protocole de négociation n° 569 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 8 juin 2012;

Vu l'avis 51.685/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 376 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application du présent article, sont assimilés :

1<sup>o</sup> au conjoint : la personne de même sexe ou non qui cohabite avec l'agent;

2<sup>o</sup> au mariage : l'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale par deux personnes de même sexe ou non qui cohabitent en tant que couple. ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 391<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 391<sup>ter</sup>. Lorsque l'agent féminin peut prolonger la période d'interruption de travail après la neuvième semaine d'au moins deux semaines, les deux dernières semaines de congé de maternité postnatal peuvent être converties, à sa demande, en jours de congé de repos postnatal.

Au plus tard quatre semaines avant la fin du congé de maternité postnatal obligatoire, l'agent féminin informe par écrit le directeur général du Personnel et des Affaires générales de la conversion qu'elle souhaite et de l'horaire qu'elle se fixe, dans le respect de l'article 370<sup>ter</sup>.

Ces jours de congé de repos postnatal doivent être pris dans les huit semaines à compter de la fin du congé de maternité postnatal obligatoire.

Ces jours sont assimilés à une période d'activité de service. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 391<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Art. 391<sup>quater</sup>. L'agent féminin est autorisé à exercer ses fonctions à concurrence de 50 pour cent de la durée des prestations à temps plein pendant une période de deux mois précédant le septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement.

L'agent féminin qui désire faire choix du régime de travail à mi-temps visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> introduit une demande auprès du directeur général du Personnel et des Affaires générales.

La demande est introduite au moins deux mois avant la période pendant laquelle l'agent féminin désire fournir ses prestations à temps partiel.

Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé de maternité met fin au régime de travail à temps partiel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 4.** Dans l'article 397 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup> :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre »;

b) l'alinéa 2 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« L'agent féminin obtient à sa demande un congé d'une durée de quinze jours en cas d'accouchement de son épouse ou de la femme avec laquelle il vit en couple au moment de l'événement. Ce congé doit être pris dans les quatre mois de la naissance.

Les congés visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont assimilés à une période d'activité de service. »;

2<sup>o</sup> au § 2, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre ».

**Art. 5.** Dans l'article 400, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les alinéas 3 à 6 sont remplacés par ce qui suit :

« L'agent a droit au congé parental :

1<sup>o</sup> en raison de la naissance de son enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire;

2<sup>o</sup> dans le cadre de l'adoption d'un enfant, pendant une période qui court de l'inscription de l'enfant comme faisant partie de son ménage au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où l'agent a sa résidence et, au plus tard, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire;

3<sup>o</sup> lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 pour cent ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins quatre points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son vingt et unième anniversaire.

La condition du douzième et vingt et unième anniversaire doit être satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental. ».

**Art. 6.** Dans l'article 400bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « dix » est remplacé par le mot « douze ».

2<sup>o</sup> il est ajouté l'alinéa suivant :

« Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 pour cent ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins quatre points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le congé parental de trois mois est accordé jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de vingt et un ans. ».

**Art. 7.** Dans l'article 401 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'agent a droit à un congé pour motifs impérieux d'ordre familial pour une période maximale de quinze jours ouvrables par an. Le congé est accordé par le directeur général dont il relève ou son délégué. Le congé est pris par jour ou par demi-jour. ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 412bis rédigé comme suit :

« Art. 412bis. Le directeur général du Personnel et des Affaires générales communique à l'agent, dans le mois qui suit celui de son anniversaire, le solde à la date de son anniversaire des jours de congé de maladie auxquels lui donne droit l'article 405.

En cas de désaccord, l'agent dispose d'un recours devant la chambre de recours. ».

**Art. 9.** Dans l'article 429 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'agent en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente égal à 60 % du traitement d'activité pour un travail à temps plein, le montant de ce traitement d'attente ne pouvant pas être supérieur au montant du dernier traitement d'activité. ».

**Art. 10.** Dans l'article 432 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 11.** Dans l'article 446 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'agent obtient un congé pour interrompre sa carrière de manière complète ou à raison d'un cinquième, d'un quart, d'un tiers ou de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées, par périodes consécutives ou non de six mois au moins et de douze mois au plus »;

2<sup>o</sup> aux alinéas 2, 3 et 5, les mots « septante-deux » sont remplacés par les mots « soixante ».

**Art. 12.** Dans l'article 449, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « d'un quart, d'un tiers » sont abrogés.

#### CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel

**Art. 13.** Dans l'article 12bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est inséré un 7<sup>o</sup>bis rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup>bis le congé pour prestations réduites visé à l'article 391quater ».

#### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2010.

**Art. 15.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200907]

**31. JANUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich der Regelung des Urlaubs der Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 2 und § 3, in seiner durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des am 20. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 26. März 2012 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 11. Oktober 2012 gegebenen Einverständnisses des föderalen Ministerrates;

Aufgrund des am 18. Januar 2013 gegebenen Einverständnisses des föderalen Ministers für Pensionen;

Aufgrund des am 8. Juni 2012 abgeschlossenen Protokolls Nr. 569 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 5. September 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.685/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes*

**Artikel 1** - In Artikel 376 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird der erste Absatz durch Folgendes ersetzt:

„Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses:

1° wird die Person des gleichen oder des anderen Geschlechts, die mit dem Bediensteten zusammenwohnt, dem Ehepartner gleichgestellt;

2° wird die Eintragung einer Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen von zwei Personen des gleichen oder des anderen Geschlechts, die als Paar zusammenwohnen, der Eheschließung gleichgestellt.“

**Art. 2** - In denselben Erlass wird ein Artikel 391<sup>ter</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 391<sup>ter</sup> - Wenn die weibliche Bedienstete die Arbeitsunterbrechung nach der neunten Woche um mindestens zwei Wochen verlängern kann, können die letzten zwei Wochen des nachgeburtlichen Mutterschaftsurlaubs auf ihren Antrag in nachgeburtliche Urlaubstage umgewandelt werden.

Spätestens vier Wochen vor dem Ende des obligatorischen nachgeburtlichen Mutterschaftsurlaubs informiert die weibliche Bedienstete schriftlich den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten über diese von ihr gewünschte Umwandlung und über den Arbeitszeitplan, den sie unter Beachtung des Artikels 370<sup>ter</sup> festlegt.

Diese nachgeburtlichen Urlaubstage müssen innerhalb von acht Wochen ab dem Ende des obligatorischen nachgeburtlichen Mutterschaftsurlaubs genommen werden.

Diese Tage werden einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.“

**Art. 3** - In denselben Erlass wird ein Artikel 391<sup>quater</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 391<sup>quater</sup> - Der weiblichen Bediensteten wird erlaubt, während zwei Monaten vor dem siebten Tag vor dem voraussichtlichen Datum der Entbindung ihre Tätigkeiten in Höhe von 50 Prozent der Dauer der vollzeitigen Leistungen auszuüben.

Die weibliche Bedienstete, die sich für die im ersten Absatz angeführte halbzzeitige Arbeitszeitregelung entscheiden möchte, reicht einen Antrag beim Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten ein.

Der Antrag wird mindestens zwei Monate vor der Periode, im Laufe deren die weibliche Bedienstete ihre Leistungen im Rahmen der Teilzeitarbeitsregelung erbringen möchte, eingereicht.

Der Urlaub wird einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

Der Mutterschaftsurlaub beendet die im ersten Absatz erwähnte Teilzeitarbeitsregelung.“

**Art. 4** - In Artikel 397 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1:

a) im ersten Absatz wird das Wort „drei“ durch das Wort „vier“ ersetzt;

b) der Absatz 2 wird durch die zwei folgenden Absätze ersetzt:

„Die weibliche Bedienstete erhält auf ihren Antrag hin einen Urlaub von fünfzehn Werktagen im Falle der Entbindung ihrer Ehefrau oder der Frau, mit der sie zum Zeitpunkt des Ereignisses in eheähnlicher Gemeinschaft lebt. Dieser Urlaub muss innerhalb von vier Monaten nach der Geburt genommen werden.

Die in den Absätzen 1 bis 2 erwähnten Urlaubstage werden einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.“;

2° in § 2 wird das Wort „drei“ durch das Wort „vier“ ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 400, § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Absätze 3 bis 6 durch Folgendes ersetzt:

„Der Bedienstete hat Anspruch auf einen Elternurlaub:

1° aufgrund der Geburt seines Kindes bis zum Zeitpunkt, an dem das Kind zwölf Jahre alt wird;

2° im Rahmen der Adoption eines Kindes innerhalb eines Zeitraums ab dem Tag der Eintragung des Kindes als seinem Haushalt angehörende Person ins Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Gemeinde, wo der Bedienstete wohnt, und spätestens bis zum Zeitpunkt, an dem das Kind zwölf Jahre alt wird;

3° wenn das Kind zu mindestens 66% geistig oder körperlich behindert ist oder an einer Krankheit leidet, die dazu führt, dass mindestens vier Punkte in der Säule I der sozialen Gesundheitsskala im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen anerkannt werden, bis zum Zeitpunkt, an dem das Kind einundzwanzig Jahre alt wird.

Die Bedingung des zwölften oder einundzwanzigsten Geburtstags muss spätestens während des Zeitraums des Elternurlaubs erfüllt werden."

**Art. 6** - In Artikel 400*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "zehn" wird durch das Wort "zwölf" ersetzt;

2° Es wird der folgende Absatz hinzugefügt:

"Wenn das Kind zu mindestens 66% geistig oder körperlich behindert ist oder an einer Krankheit leidet, die dazu führt, dass mindestens vier Punkte in der Säule I der sozialen Gesundheitsskala im Sinne der Gesetzgebung über die Kinderzulagen anerkannt werden, wird der Elternurlaub von drei Monaten bis zum Zeitpunkt gewährt, an dem das Kind einundzwanzig Jahre alt wird."

**Art. 7** - In Artikel 401 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird der Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Der Bedienstete hat Anspruch auf einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen für eine Höchstdauer von fünfzehn Werktagen pro Jahr. Der Urlaub wird durch den Generaldirektor, von dem er abhängt, oder durch dessen Beauftragten gewährt. Der Urlaub wird in ganzen oder in halben Tagen genommen."

**Art. 8** - In denselben Erlass wird ein Artikel 412*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 412*bis* - Der Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten teilt dem Bediensteten innerhalb des Monats nach dem seines Geburtstages den Restbetrag der Krankheitsurlaubstage, mit, die er kraft Artikel 405 noch beanspruchen kann.

Bei Unstimmigkeit hat der Bedienstete ein Einspruchsrecht vor der Beschwerdekammer."

**Art. 9** - In Artikel 429 desselben Erlasses wird der Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der wegen Krankheit zur Disposition gestellte Bedienstete erhält ein Wartegehalt, das 60% des letzten Gehalts während der Berufstätigkeit für eine Vollzeitbeschäftigung entspricht; der Betrag dieses Wartegehalts darf nicht über dem Betrag des letzten Gehalts während der Berufstätigkeit liegen."

**Art. 10** - In Artikel 432 desselben Erlasses wird der Absatz 2 außer Kraft gesetzt.

**Art. 11** - In Artikel 446 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Der erste Absatz wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Bedienstete erhält einen Urlaub, um seine Laufbahn vollständig oder für ein Fünftel, ein Viertel, ein Drittel oder für die Hälfte der Dauer der ihm auferlegten Leistungen zu unterbrechen, und zwar für aufeinanderfolgende oder nicht aufeinanderfolgende Perioden von mindestens sechs Monaten und höchstens zwölf Monaten."

2° in den Absätzen 2, 3 und 5 wird das Wort "zweiundsiebzig" durch das Wort "sechzig" ersetzt."

**Art. 12** - In Artikel 449, Absatz 1, desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "einem Viertel, einem Drittel" aufgehoben:

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder*

**Art. 13** - In Art. 12*bis* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird ein Punkt 7*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"7*bis* den in Artikel 391*quater* erwähnten Urlaub wegen verkürzter Leistungen".

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

**Art. 14** - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats, der dem Ablauf einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 4, der am 1. April 2010 wirksam wird.

**Art. 15** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Januar 2013

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200907]

**31 JANUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende de verloffregeling van de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 2 en § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 maart 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2012;

Gelet op de instemming van de Federale Raad van Ministers, gegeven op 11 oktober 2012;

Gelet op de instemming van de Federale minister van Pensioenen, gegeven op 18 januari 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 569 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 8 juni 2012;

Gelet op het advies nr. 51.685/2 van de Raad van State, gegeven op 5 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

**Artikel 1.** In artikel 376 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Voor de toepassing van dit artikel wordt gelijkgesteld met :

1<sup>o</sup> de echtgenoot : de persoon van verschillend of gelijk geslacht, met wie de ambtenaar samenleeft;

2<sup>o</sup> het huwelijk : het afleggen van een verklaring van wettelijke samenwoning door twee personen van verschillend of gelijk geslacht die samenleven als koppel. ».

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 391<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 391<sup>ter</sup>. Wanneer de vrouwelijke ambtenaar de arbeidsonderbreking na de negende week met ten minste twee weken kan verlengen, kunnen de laatste twee weken van het postnataal verlof op haar verzoek worden omgezet in verlofdagen van postnatale rust.

Ten laatste vier weken voor het einde van het verplicht postnataal verlof brengt de vrouwelijke ambtenaar de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken schriftelijk op de hoogte van de gewenste omzetting en de planning die door haar wordt vastgesteld, met inachtneming van artikel 370<sup>ter</sup>.

De verlofdagen van postnatale rust moeten worden opgenomen binnen acht weken te rekenen vanaf het einde van het verplicht postnataal verlof.

Deze dagen worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.”.

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 391<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 391<sup>quater</sup>. De vrouwelijke ambtenaar mag haar ambt uitoefenen ten belope van 50 % van de duur van de volle arbeidsduur tijdens een periode van twee maanden vóór de zevende dag voorafgaand aan de vermoedelijke datum van de bevalling.

De vrouwelijke ambtenaar die wenst te kiezen voor de halftijdse arbeidsregeling bedoeld in het eerste lid, dient een aanvraag in bij de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken.

De aanvraag wordt minstens twee maanden vóór de periode ingediend waarin de vrouwelijke ambtenaar haar deeltijdse prestaties wenst te leveren.

Het verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het postnataal verlof maakt een einde aan het deeltijds arbeidsstelsel bedoeld in het eerste lid.”.

**Art. 4.** In artikel 397 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 1 :

a) n het eerste lid, wordt het woord “drie” vervangen door het woord “vier”;

b) het tweede lid wordt vervangen door de twee volgende leden :

De vrouwelijke ambtenaar krijgt op eigen aanvraag een verlof van vijftien dagen bij bevalling van de echtgenote of de persoon met wie hij op het ogenblik van die gebeurtenis als een koppel samenleeft. Dat verlof dient te worden opgenomen binnen vier maanden na de geboorte.

De verloven bedoeld in lid 1 en lid 2 worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.”;

2<sup>o</sup> in § 2, wordt het woord “drie” vervangen door het woord “vier”.

**Art. 5.** In artikel 400, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de leden 3 tot 6 vervangen door wat volgt :

“De ambtenaar heeft recht op het ouderschapsverlof :

1<sup>o</sup> naar aanleiding van de geboorte van zijn kind tot het kind twaalf jaar wordt;

2<sup>o</sup> in het kader van de adoptie van een kind, gedurende een periode die loopt vanaf de inschrijving van het kind als deel uitmakend van zijn gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer zijn verblijfplaats heeft, en dit uiterlijk tot het kind twaalf jaar wordt;

3<sup>o</sup> wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste vier punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, tot het kind eenentwintig jaar wordt.

Aan de voorwaarde van de twaalfde of de eenentwintigste verjaardag moet zijn voldaan uiterlijk gedurende de periode van het ouderschapsverlof.”.

**Art. 6.** In artikel 400<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het woord “tien” wordt vervangen door het woord “twaalf”.



2° het volgende lid wordt ingevoegd :

"Wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste vier punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, wordt het ouderschapsverlof van drie maanden toegekend tot het kind eenentwintig jaar wordt."

**Art. 7.** In artikel 401, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

"De ambtenaar heeft recht op een verlof om dwingende redenen van familiaal belang voor een periode van maximaal vijftien werkdagen per jaar. Het verlof wordt toegekend door de directeur-generaal waaronder hij ressorteert of diens afgevaardigde. Het verlof wordt opgenomen per dag of per halve dag."

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 412*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 412*bis*. De directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken stelt de ambtenaar, binnen de maand volgend op zijn verjaardag, in kennis van het saldo, op de dag van zijn verjaardag, van de dagen ziekteverlof waarop hij krachtens artikel 405 recht heeft.

In geval van onenigheid, kan de ambtenaar een beroep indienen bij de Kamer van Beroep."

**Art. 9.** In artikel 429 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

De ambtenaar die in disponibiliteit wegens ziekte is, ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 60 % van de activiteitswedde voor een voltijdse betrekking, het bedrag van deze wedde mag niet hoger zijn dan het bedrag van de laatste activiteitswedde."

**Art. 10.** In artikel 432 van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 11.** In artikel 446 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De ambtenaar krijgt verlof om zijn loopbaan volledig of ten belope van één vijfde, één vierde, één derde of de helft van de duur van de prestaties die hem normaal worden opgelegd te onderbreken met al dan niet opeenvolgende periodes van ten minste zes maanden en ten hoogste twaalf maanden";

2° in het tweede, derde en vijfde lid, wordt het woord "tweeënzeventig" vervangen door het woord "zestig".

**Art. 12.** In artikel 449, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "één vierde, één derde" opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden*

**Art. 13.** In artikel 12*bis* van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt een 7°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

" 7°*bis* het verlof voor verminderde prestaties bedoeld in artikel 391*quater*".

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 4 dat in werking treedt op 1 april 2010.

**Art. 15.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31067]

28 JUNI 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au cadre organique de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 28;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juin 2012;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 28 juin 2012;

Sur la proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des Transports,

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31067]

28 JUNI 2012. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de personeelsformatie van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, in het bijzonder artikel 28;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2012;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, geven op 28 juni 2012;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Vervoer,